

# JOAQUIM CHISSANO:

(ministre mozambicain des Affaires étrangères)

●● Pas de diplomatie secrète  
entre Maputo et Pretoria ●●

Une interview recueillie par PIETRO PETRUCCI

● *Comment peut-on définir les relations entre la République populaire du Mozambique et la République sud-africaine après la signature des accords de Nkomati? S'agit-il de relations diplomatiques plus ou moins masquées?*

JOAQUIM CHISSANO. — Nous n'avons pas de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Nous n'avons ni diplomate ni ambassade à Pretoria et nous n'en aurons pas, car nous sommes en profond désaccord avec la politique de discrimination raciale qui y est pratiquée. Nous avons en revanche des relations *de facto*, commerciales et autres. Disons que nous traitons avec les Sud-Africains de questions que deux pays voisins et interdépendants ne peuvent pas ne pas traiter.

● *On vous accuse de considérer désormais l'apartheid comme une affaire intérieure de l'Afrique du Sud...*

J.C. — C'est faux. Affaire intérieure? L'apartheid est une affaire qui concerne l'humanité tout entière, car le racisme est détesté et condamné par le monde entier. Le Mozambique est totalement d'accord avec cette condamnation, qui découle d'ailleurs de la Charte des droits de l'homme. Cela ne signifie nullement, ni pour nous ni pour d'autres, que nous revendiquons le droit d'intervenir directement — en tant qu'Etat mozambicain — dans la lutte antiraciste menée sur le territoire national d'un autre Etat que nous considérons certes comme raciste, mais aussi, depuis longtemps, comme souverain et indépendant. Un exemple: si l'on découvrait l'existence de l'esclavage dans un Etat européen comme la France ou l'Italie, nous condamnerions sans hésitation cette violation des droits de l'homme. Mais serions-nous obligés, pour autant, d'entrer automatiquement en guerre avec la France ou l'Italie?

● *Mais l'Afrique du Sud est à vos frontières et l'African National*



Chissano

« La seule violence dans la région... »

Congress (A.N.C.) comptait surtout sur le Mozambique révolutionnaire pour mener sa lutte.

J.C. — Voilà la question. Voulons-nous parler avec franchise? Disons alors qu'appuyer une guerre de libération qui se déroule à nos propres frontières signifie *participer* à cette guerre. Nous en avons fait l'expérience avec le Zimbabwe, car le Mozambique a participé à la guerre contre l'armée de Ian Smith. A ceux qui nous accusent, après Nkomati, d'avoir retiré notre appui à la lutte de l'A.N.C., il faut répondre que le Mozambique n'a jamais été, depuis son indépendance, la base arrière des maquisards sud-africains. La question fut discutée par le Frelimo dans les années 1976 et 1977, au moment où, justement, nous décidions que les conditions existaient, du point de vue politique et militaire, pour nous engager aux côtés des nationalistes zimbabwéens en guerre. La situation étant très différente pour ce

qui concerne l'Afrique du Sud, nous avons décidé, à l'époque, de nous en tenir aux engagements moraux, matériels et diplomatiques qui sont ceux de tous les pays africains indépendants membres de l'O.U.A. Voilà la position du Mozambique. C'est celle d'ailleurs que le Zimbabwe du président Robert Mugabe a choisie aussi le jour même de l'indépendance.

● *Voulez-vous dire qu'à votre avis, il n'existe pas de perspective révolutionnaire en Afrique du Sud?*

J.C. — Ce n'est vraiment pas à nous de porter de tels jugements. C'est au peuple sud-africain d'évaluer les perspectives d'une lutte qui existe et qui est dirigée par l'African National Congress. Je ne doute pas que les Boers devront, tôt ou tard, se faire à l'idée de devoir négocier avec l'A.N.C. Sur quelles bases bâtir une société égalitaire en Afrique du Sud? Comment parvenir à cet objectif? Par quels moyens, dans quels délais? Voilà des choix qui sont du seul ressort du peuple sud-africain.

● *Et pourtant, quelque chose a changé, avec Nkomati, dans vos relations avec l'A.N.C...*

J.C. — Rien, sauf le fait d'avoir rendu publique une décision que les dirigeants



Joaquim

... s'appelle l'apartheid »

de l'A.N.C. connaissaient très bien depuis qu'elle avait été prise. Le Mozambique n'était pas et ne sera pas une base arrière pour des opérations militaires en Afrique du Sud.

● *Ne croyez-vous pas que les dirigeants de Pretoria sont tout de même soulagés par le pacte de non-agression signé à Nkomati et qu'ils se sentent désormais à l'abri de la violence révolutionnaire?*

J.C. — S'ils le pensent, ils se trompent. Ils devraient avoir compris depuis longtemps que la vraie, la seule racine de violence dans notre région s'appelle l'apartheid ; que la « sécurité » de l'Afrique du Sud n'est menacée par aucun Etat, ni voisin ni lointain, mais simplement par la discrimination raciale.

● *Les dirigeants de l'A.N.C. auraient peut-être mieux réagi s'ils avaient été informés de l'évolution de vos rapports avec Pretoria.*

J.C. — Je démens formellement que notre diplomatie ait agi en cachette. Nos négociations se sont toujours déroulées à découvert et avec communication préalable de nos intentions à nos amis et alliés, dont l'A.N.C. Pour des raisons de sécurité très évidentes, nous avons dû garder le silence sur certains détails des négociations.

● *On a du mal à imaginer que des militants du Frelimo, en tête à tête avec des responsables sud-africains, puissent parvenir à des relations de confiance...*

J.C. — Confiance... c'est beaucoup dire. Les engagements qui ont été signés à Nkomati sont plutôt garantis par l'intérêt évident que nos deux Etats ont au

maintien de la paix dans la région. Le Mozambique, qui n'a pas connu la paix depuis son indépendance, ne peut plus se permettre de vivre dans l'insécurité permanente, dans le marasme économique et dans la dépendance totale par rapport à l'étranger. Consolider l'indépendance est notre premier devoir envers le peuple, mais aussi envers notre région. Pour l'Afrique du Sud, qui a vu échouer sa politique d'agression tous azimuts et de déstabilisation, il commence à devenir vital de mettre fin à la militarisation de ses rapports avec

ses voisins. Les dirigeants sud-africains que nous avons rencontrés savent très bien que le dessein de l'apartheid ne conduit nulle part.

● *Doit-on espérer que les Blancs rejeteront leur idéologie raciste ?*

J.C. — Je n'ai pas dit cela. Malheureusement, nous en sommes loin. Ce que je constate, c'est que l'apartheid en tant qu'idéologie, en tant que solution unique de la « question sud-africaine » — telle qu'elle était présentée voici peu de temps — connaît une crise très profonde. Aucun dirigeant de Pretoria n'a plus le courage, ou l'arrogance, si vous préférez, d'affirmer que l'avenir du pays, c'est l'apartheid. Ils savent qu'ils ont des comptes à régler avec l'histoire s'ils veulent être acceptés par l'Afrique comme sa « tribu blanche ». Ils n'ont d'ailleurs pas d'autre perspective. Entendons-nous : tous les Blancs sud-africains ne se sont pas soudainement convertis au réformisme. Le parti des jusqu'au-boutistes prêts à imposer militairement l'hégémonie de Pretoria sur toute l'Afrique australe reste très fort et pourrait à tout moment reprendre la direction des affaires sud-africaines. Dans ce cas, il faudrait tout repenser.

● *Avez-vous éprouvé des difficultés au moment d'expliquer Nkomati au reste de l'Afrique ? Le prestige du Frelimo risque-t-il d'en sortir diminué ?*

J.C. — Le prestige du Frelimo, je vous l'assure, s'est accru en Afrique et en dehors de notre continent. En premier lieu parce que nous avons démontré que la politique étrangère mozambicaine se fait à Maputo et seulement à Maputo. Ensuite parce que, comme je l'ai déjà dit, nos négociations avec Pretoria se sont déroulées aux yeux du monde. Le gouvernement mozambicain, en appliquant les orientations du dernier congrès du Frelimo, a pris sur lui la très lourde responsabilité de mener une politique de paix dans cette région du monde. Seuls face à notre responsabilité, nous n'avons à aucun moment été seuls moralement et politiquement : nos amis et camarades des pays de la région, des mouvements de libération, d'autres Etats d'Afrique et d'Europe ont pu suivre le déroulement de cette négociation.

Je me suis aperçu qu'il suffit d'expliquer la véritable histoire des accords de Nkomati pour surmonter les perplexités qu'ils suscitent. J'ai constaté cela à deux reprises, à la dernière réunion ministérielle de l'O.U.A. et au sommet des pays de la Ligne de front à Arusha : à chaque fois, il a suffi de révéler ce que nous ne pouvions pas révéler avant, pour des raisons de sécurité, pour obtenir non seulement compréhension mais aussi

solidarité. Je dirai même plus : la même chose est en train de se produire au sein de l'A.N.C. au fur et à mesure que les dirigeants expliquent aux simples militants la réalité des rapports entre l'A.N.C. et l'Etat mozambicain.

● *Vous parliez des Etats d'Europe... Certains ont-ils joué le rôle de médiateurs ?*

J.C. — Nous n'avons pas eu besoin de médiateurs au sens propre. Certains pays, comme le Portugal ou la France, ont suivi de plus près, c'est vrai, l'évolution de la situation. Il faut comprendre qu'avant Nkomati, l'Occident dans son ensemble croyait beaucoup moins à notre parole qu'à celle de Pretoria. Il a fallu une tournée en France de notre président, d'abord, et puis les accords du 16 mars pour que l'Occident se rende compte que le gouvernement mozambicain n'est téléguidé par personne. Savez-vous qu'un partenaire aussi important que le Japon a attendu Nkomati pour coopérer avec le Mozambique ?

Regardez nos relations économiques avec l'Afrique du Sud. Nous avons hérité du colonialisme portugais cette « vocation » du Mozambique à être un Etat de « services » pour le pouvoir blanc. Maintenant, grâce aux accords de Nkomati, nous sommes en train de renégocier et de modifier profondément ces relations inégales avec Pretoria dans tous les domaines économiques.

● *Certains journaux américains affirment que l'administration Reagan a été le vrai « garant » du dialogue Pretoria-Maputo. Est-ce vrai ?*

J.C. — Non. Le rôle joué par Washington a été secondaire. Ce qui est vrai, c'est que l'administration Reagan, qui avait commencé par exalter son alliance avec Pretoria, s'est rendu compte que le Mozambique est une nation souveraine et un interlocuteur sérieux. A ce moment-là, la Maison-Blanche a contribué — cela est vrai — à expliquer au pouvoir blanc que le Mozambique, c'est le Frelimo et qu'il est illusoire et dangereux de rechercher, ou pire, de fabriquer, un autre pouvoir mozambicain.

● *Les pays socialistes ne semblent pas enthousiasmés par Nkomati. Pourquoi ?*

J.C. — Je peux vous dire que seuls ceux qui ne connaissent pas la réalité de cette région peuvent être « déçus ». Comme pour l'Afrique, nous constatons que, au fur et à mesure que nous expliquons nos raisons, tout interlocuteur accepte la réalité et se solidarise avec nous.

Propos recueillis par  
PIETRO PETRUCCI



maintien de la paix dans la région. Le Mozambique, qui n'a pas connu la paix depuis son indépendance, ne peut plus se permettre de vivre dans l'insécurité permanente, dans le marasme économique et dans la dépendance totale par rapport à l'étranger. Consolider l'indépendance est notre premier devoir envers le peuple, mais aussi envers notre région. Pour l'Afrique du Sud, qui a vu échouer sa politique d'agression tous azimuts et de déstabilisation, il commence à devenir vital de mettre fin à la militarisation de ses rapports avec